

<https://www.pressegauche.org/Negociations-dans-le-secteur-public-Le-ministre-de-la-Sante-et-des-Services>



Négociations dans le secteur public - Le ministre de la Santé et des Services sociaux doit intervenir dans les négociations (FIQ)

Date de mise en ligne : vendredi 4 juin 2021



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

LA PRAIRIE, QC, le 4 juin 2021 - Les membres de la FIQ et de la FIQP de Montérégie Est, Ouest et Centre avaient un message à transmettre à leur député, ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé. Ce dernier a un important rôle à jouer dans ce cadre de la présente négociation. Il doit faire pression sur la présidente du Conseil du trésor et sur le premier ministre afin de conclure une entente collective satisfaisante qui comprend les bonifications salariales nécessaires pour s'attaquer de front à la pénurie sans précédent. Cette entente doit être le premier jalon solide d'un plan d'action visant à régler la grave pénurie de main-d'oeuvre dans le réseau de la santé.

« Le ministre Dubé s'est démarqué comme champion de la vaccination. Il est capable de livrer la marchandise. On lui demande maintenant de déployer autant d'énergie pour la vaccination que pour s'attaquer à la pénurie de professionnelles en soins. Pour ramener tous les indicateurs de la pénurie du rouge au vert, il faut attirer, retenir et ramener les professionnelles en soins dans le réseau. On le voit dans les autres secteurs de l'économie, ça prend plus de que la bonne volonté pour s'attaquer à la pénurie et attirer les meilleures ressources pour soigner la population. Ça prend des leviers robustes dont des salaires plus élevés que ce qui est actuellement sur la table. C'est un incontournable et le ministre ne peut l'ignorer. »

Nancy Bédard, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQ

« L'offre de service et la qualité des soins à la population sont actuellement compromises et en rupture dans plusieurs régions. Les listes de rappel sont épuisées. Nos membres surchargées et à bout de patience, en raison des années de laisser-aller dans le réseau, jettent la serviette. Elles quittent vers des agences qui leur offriront de meilleures conditions. Au final, c'est la population qui en souffre. Le ministre de la Santé et des Service sociaux n'est-il pas inquiet que les plus hauts standards ne soient pas respectés actuellement dans le réseau de la santé ? Sans des salaires décents, comment espère-t-il convaincre les professionnelles qui restent de ne pas quitter la profession parce qu'elles seront tout simplement mieux payées et mieux reconnues ailleurs ? »

Sonia Mancier, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec-FIQP | Secteur privé

« Les professionnelles en soins que l'on représente sur tout le territoire de la Montérégie sont à l'image de celles de la province. Elles en ont plein le dos de subir les conséquences de l'inaction du gouvernement pour freiner cette pénurie qui perdure depuis trop longtemps. Avec l'arrivée de la pandémie, elles se sont serré les coudes et ont répondues présentes, mais on ne peut pas nier que les effets sont multiples. D'un côté, nos membres sont épuisées, surchargées et démotivées et de l'autre, des patient-e-s qui se butent parfois à des problèmes d'accessibilité, parfois à des soins déshumanisés où la qualité et la sécurité ne sont pas au rendez-vous. Chaque jour, des professionnelles en soins quittent le réseau accentuant ainsi la pénurie. Le temps presse et le gouvernement ne peut plus attendre pour mettre en place des solutions qui, à courts et moyens termes, permettront à celles-ci de croire en de jours meilleurs. »

Mélanie Gignac, présidente du Syndicat des professionnelles en soins de Montérégie-Ouest, Brigitte Pétrie, présidente du Syndicat des professionnelles en soins de Montérégie-Est et Denis Grondin, président du Syndicat des professionnelles en soins de Montérégie-Centre.